

## Gloire à Dégéfip, dieu des statistiques !

Contentieux validés sur parole du contribuable. Pas de demande de régularisation à un ordonnateur qui se trompe. Créances et crédits d'impôts remboursés sur demande, sans contrôle, même pour des entreprises qui viennent de se créer. Dégrevement d'office de PAS qui a pourtant été prélevé par les entreprises aux salariés. La liste des exemples est longue. Quel que soit le service, il est partout demandé aux agents de mal faire leur travail. De fermer les yeux sur des erreurs. De croire des contribuables sur parole sans faire de vérification. Si un agent râle, on lui invoquera les précieux "contrôles a posteriori" (quand les services de contrôle se font décimer) et "mais si, vous pouvez faire des demandes, mais

**L'Assemblée Générale de la CGT Finances Publiques 67**  
 se tiendra le **6 avril 2021** à partir de 9h00, en **visioconférence**  
 Un lien internet sera communiqué prochainement aux adhérents et sympathisants inscrits sur nos listes de diffusion avec les explications nécessaires.  
 Toute autre personne désirant assister à notre AG pourra nous en faire la demande par courriel (avant le 1er avril).

uniquement pour les dossiers qui ont de l'enjeu. N'oubliez pas la sé-lec-ti-vi-té des dossiers" (avec une note écrite qui vous demandera l'inverse, bien sûr).

Le phénomène existe depuis longtemps. Au fur et à mesure que les effectifs fondent, on demande à ceux qui restent de travailler de plus en plus mal. Car, après tout, il ne faudrait pas blasphémer envers la sacro-sainte divinité de la DGFIP : les statistiques. Qu'importe la souffrance des agents, qu'importe la qualité du travail, tant que la statistique est présentable. C'en est au point où, lorsqu'en CTL la CGT aborde la surcharge de travail dans des services, numéro 2 lui répond sans ciller "Ah mais non, les statistiques sont bonnes, tout va bien". (Rappelons que numéro 1 n'aime pas perdre son temps dans les instances représentatives et n'est donc pas souvent présente). Donc, puisque les statistiques sont bonnes, on supprime des agents.



Et puisqu'on supprime des agents, on demande à ceux qui restent de mal faire leur travail, histoire de tenir des délais intenable... et d'avoir des jolies statistiques. Et puisque les statistiques sont bonnes, on... vous suivez ?

Complice, la direction qui exige de belles stats et n'hésite pas à râler quand ce n'est pas le cas. Complices, les chefs de service qui enfoncent leurs agents, leur donnent des consignes qui vont plus loin que les nationales, juste dans l'espoir d'être le bon élève du département.

Oh, la Cigogne suppose que ne pas recevoir de reproche de la direction et voir sa paie de fin de mois augmenter justifie de demander à ses subordonnés de mal travailler (ou pas). Dans tous les cas, bonnes gens, fermez les yeux, signez ces chèques de plusieurs milliers d'euros pour chaque personne qui les demande. Cessez d'aimer le travail bien fait, vous votre chef en sera récompensé.

Nul ne s'oppose aux voies divines du tout-puissant DégéfiP, le dieu des statistiques.

## Promesses présidentielles (2022)

Non, cet article ne traitera pas du covid... Quant à savoir si le fait d'indiquer ne pas en parler c'est déjà en parler, je laisse le soin à mes confrères de la « Cigogne Philo » d'y répondre !

Nous sommes actuellement à un peu plus d'un an des prochaines élections présidentielles et comme à chaque élection, celle à venir devrait comporter son lot de promesses de campagne. S'il est une promesse qui n'a jamais été (trop) difficile à tenir, c'est hélas celle qui concerne les suppressions de postes de fonctionnaires.

Des phrases telles que « il n'y a pas assez de fonctionnaires » seraient beaucoup plus proches de la réalité que le maintes fois entendu « trop de fonctionnaires », alors que la plupart des services de la DGFIP en sont exsangues !

Pourtant, il est très probable que chaque candidat ira de son chiffre, telle une vente aux enchères où l'on cherche à être le plus offrant :

– « 50 000 suppressions au 1er rang » ;

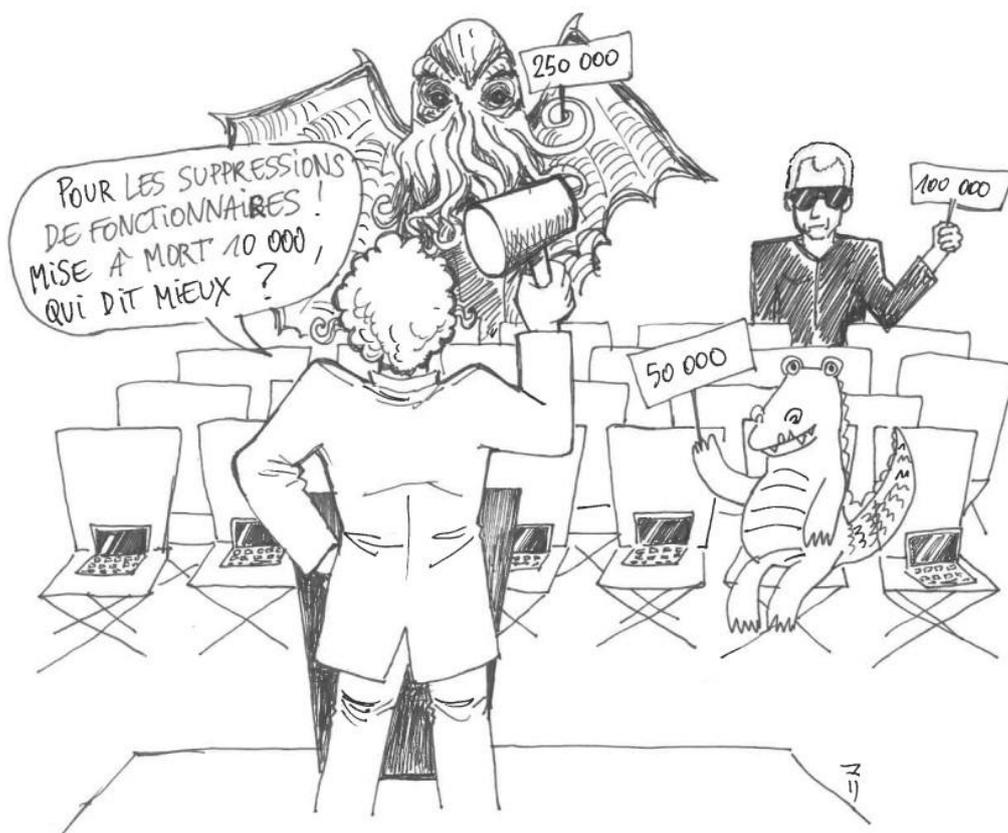
– « 100 000 suppressions au fond » ;

– « adjudgé à 250 000 ! ».

Il serait bienvenu que certains aient conscience, devant les urnes, que les

fonctionnaires ne sont pas que des chiffres et qu'annoncer des vagues de suppressions de postes ne devrait pas être tant banalisé. L'embauche de nouveaux fonctionnaires est même une solution évidente pour réduire le nombre de chômeurs et rétablir un service public digne de son nom.

Nous pouvons être fiers, en tant que fonctionnaires et avec l'aide de tous les autres travailleurs, de faire fonctionner ce pays et ne pas être une simple variable d'ajustement budgétaire, comme on essaye trop souvent de nous le faire croire !



## Considération d'autrefois ?

Avec le XXI<sup>e</sup> siècle, il semble bien que certaines notions qui faisaient la grandeur et la réputation de la France ont progressivement disparu, ou tout au moins se font plus rares. Il en est notamment et à titre d'exemple, des mots comme retenue, tact, décence, politesse, respect, solidarité, tolérance, et la liste n'est pas exhaustive, de loin pas.

En effet, si ces substantifs étaient l'apanage ou le souci constant d'une certaine classe de la population, qui se voulait être l'élite de la nation au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, donc d'abord d'une certaine noblesse, puis d'une grande bourgeoisie, pour finalement devenir le dénominateur commun de la population française au cours du siècle dernier, il faut croire qu'à l'heure actuelle, ces règles de conduite sont devenues ringardes, voire carrément obsolètes.

En vérité, que ce soit au niveau des dirigeants de la France, ou pire de l'Union Européenne, force est de constater qu'à l'heure qu'il est, chacun joue sa propre partition, au mépris de toute décence ou de toute retenue. Chacun tire la couverture à soi, en voici quelques tristes illustrations tirées de la récente actualité.

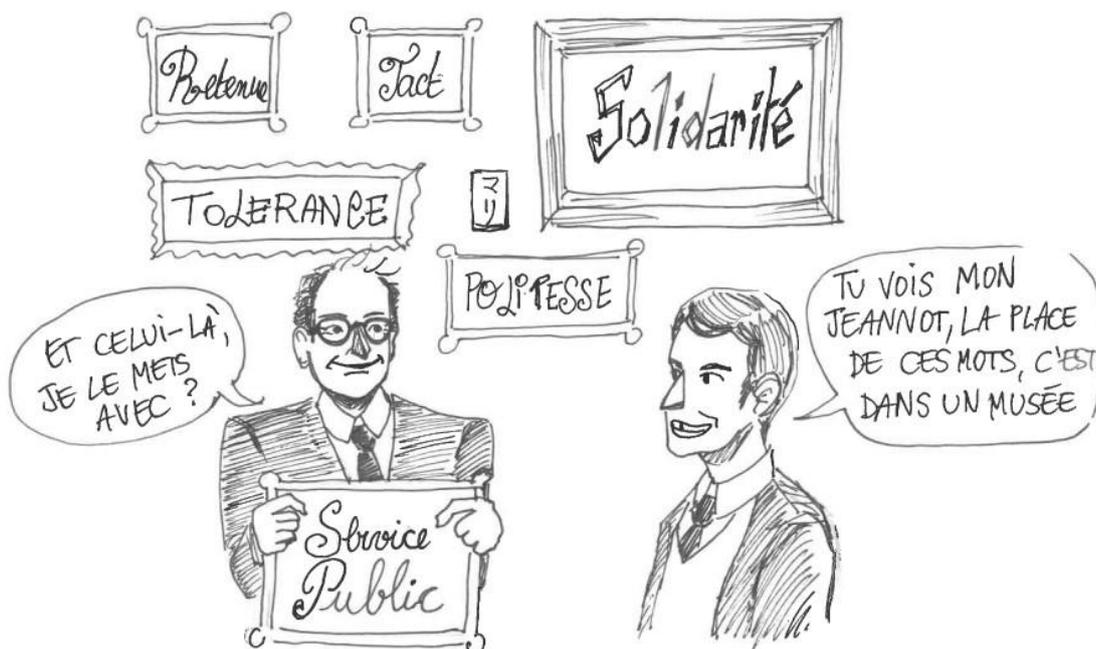
Il est en effet, parfaitement abject et répugnant de voir de grands groupes industriels spéculer et se goinfrer sur le dos de la santé publique. C'est le cas notamment de l'industrie pharmaceutique, où certains laboratoires auxquels les différents gouvernements ont donné pour mission de

trouver et d'expérimenter le vaccin anti Covid-19 se livrent ni plus ni moins à un chantage à la livraison, au plus offrant. Il est également particulièrement choquant de constater, même au niveau de plusieurs pays, et non des moindres de l'Union Européenne, une politique du

chacun pour soi, alors que la décence réclamerait une seule et même ligne de conduite au sein de l'union, vis-à-vis de cette grave pandémie qui n'en finit pas.

Il est enfin indécent de voir le gouvernement Macron, et son ministre de l'Économie et des Finances Bruno LE MAIRE, verser 15 milliards d'aides aux entreprises, sur dix mois, sans aucun contrôle et de constater avec une certaine désinvolture, sur un échantillon de 92 000 entreprises suspectes, une fraude s'élevant à 44 millions d'euros due à plus d'un tiers de ses bénéficiaires. Ces destructeurs du service public et de la DGFIP, que l'on pourrait taxer de laxisme voire de légèreté ou de manquements coupables, s'obstinent ainsi en dépit de tout bon sens à démanteler l'administration fiscale et dilapider les fonds publics, persistent dans leur objectif de casser le statut du fonctionnaire, et favorisent quoi qu'il en coûte la fraude fiscale la plus élémentaire.

Cette conception du bien et de la gestion publics n'est bien évidemment pas celle de la CGT, qui conserve le souci constant de son attachement au service rendu au contribuable. Voici pourquoi, avec l'ensemble de ses militants et de ses sympathisants, elle continuera son combat pour la conservation des valeurs républicaines qui ont fait, et qui feront encore et toujours l'honneur de la France.



## DGFIP sans public

La suppression du service public est la conséquence d'une pensée libérale et individualiste. Dématérialisons l'accueil des usagers à la DGFIP, continuons la suppression et la réorganisation des services et bientôt nous aurons une DGFIP fantomatique sans agents et sans usagers.

Et le gouvernement supprime des emplois pour « faire des économies » mais s'obstine à distribuer ses cadeaux mirifiques aux plus nantis.

Actuellement, avec la période Covid et l'accueil sur rendez-vous, il n'y a plus de risques que les usagers viennent encombrer nos couloirs avec leurs problèmes de pauvres. Ces derniers s'écrasent contre nos grilles. Combien de temps encore allons nous supporter cette situation scandaleuse ?

Lorsque seuls subsisteront des A+ à la DGFIP, seront-ils en mesure de sauver l'administration des Finances ?

## Quand la stat prime le bon sens

Ce début d'année connaît un phénomène nouveau avec la mise en place des Services de Gestion Comptable (SGC).

Non contente de transférer des centaines de budgets supplémentaires aux « heureux élus », la Direction locale presse les comptables pour l'édition des comptes de gestion 2020 des collectivités locales.

Déjà qu'avant, cette tâche était chronophage, la Cigogne vous laisse imaginer ce qu'elle est devenue quand vous passez de 70 budgets-collectivités à plus de 300.

Mais pour la Direction, les opérations de

Transferts-Restructurations-Fusions (TRF) s'étant déroulées sans accroc (à la Hannibal Smith), il n'y a pas de raison que les SGC ne tiennent pas leurs délais pour les stats de reddition des comptes. S'agirait pas de devenir moins bon élève au niveau national que les années passées, Fanfan a une réputation à tenir.

Mais a-t-elle un instant pensé aux comptables et agents des SGC en d'autres termes que simplement la variable d'ajustement pour les suppressions de postes ? La Cigogne en doute.

## Bon anniversaire Covid ! Le croque-mort qui dirige l'hôpital

La gestion de la crise sanitaire a plutôt mal commencé pour le gouvernement en 2020 et il semble que cette organisation à la petite semaine au sommet de l'État va continuer. On apprend ainsi que les hôpitaux surpeuplés seront soulagés d'une dizaine de patients, qui seront acheminés par hélicoptère vers des hôpitaux moins sollicités. Le sujet Covid étant central dans la tête des Français, le gouvernement essaye à nouveau de faire oublier ses mensonges en mettant en place des stratégies de contournement du véritable problème : le manque de moyens alloués à la santé et les décisions mortifères prises (pas besoin de masques, suppression de lits médicalisés en pleine pandémie, bugs dans l'organisation de la vaccination, ...).

Mais quelle organisation dans la gestion des lits d'hôpitaux ! Un emplâtre sur une jambe de bois ! Nous serons bien avancés face à une pandémie plus virulente. Pourquoi faut-il déménager des patients atteints du covid si ce n'est à cause des décisions libérales de diminution du service public depuis une bonne vingtaine d'années

dans le domaine hospitalier ?

On doit s'enfermer chez nous en télétravail et rester à domicile après 18h00 alors que le gouvernement continue de fermer des hôpitaux ? Quelle gestion de l'urgence sanitaire ! Et en même temps les médias de grande surface nous bassinent avec leur clivage politique partisan entre les « libéraux » qui se disent progressistes et les « national-populistes » qui exigent un retour à l'ordre.

Cette stratégie de diversion simpliste devrait nous faire oublier les causes de cette pénurie de services publics et les nombreuses aberrations commises dans la gestion de cette crise. Des aberrations qui ont, et auront encore, une conséquence grave sur la santé et la vie de millions de personnes.

Alors peut-on croire ces mêmes libéraux au pouvoir qui, les yeux dans les yeux, promettent de faire tout leur possible pour juguler la pandémie actuelle ? La Cigogne en doute : la poursuite de cette politique capitaliste ne fera qu'accroître l'abondance pour les uns et la misère pour les autres.